

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple Cédex

Savigny-le-Temple, le 7 juillet

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



KERBIRIO

3 IMPASSE SAINT ELOI
ZI
77220 GRETZ ARMAINVILLIERS

Références : E4/22-1506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement KERBIRIO implanté 3 IMPASSE SAINT ELOI ZI 77220 GRETZ ARMAINVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 11/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur les conditions d'utilisation des produits contenant du chrome VI, substance soumise à autorisation au titre du règlement (CE) n° 1097/2006 dit REACH. L'exploitant est en effet un utilisateur aval de cette substance et a notifié auprès de l'ECHA, au titre de l'article 66 du règlement précité, cette utilisation.

L'inspection a également porté sur les risques accidentels en lien avec la protection contre la foudre et le classement du site au regard des rubriques 4000 de la nomenclature de installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERBIRIO
- 3 IMPASSE SAINT ELOI ZI 77220 GRETZ ARMAINVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006501204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site KERBIRIO est implanté dans la zone industrielle de GRETZ ARMAINVILLIERS. Les activités sont réparties dans deux bâtiments séparés (usine n°1 et usine n°2) de chaque côté de l'impasse Saint-Eloi.

Fondée en 1965, elle est spécialisée dans le traitement de surface des pièces métalliques, (acier, inox, cuivre, aluminium ou zamak) principalement destinées aux secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de la mécanique.

La principale activité est le zingage (zinc nickel, zinc lamellaire) mais elle réalise aussi :

- des traitements organiques (peinture, laquage, vernissage, émaillage, plastification, cataphorèse)
 - la conversion électrolytique (conversion anodique...)
 - le nettoyage et la préparation par actions chimiques et électrolytiques
 - le nettoyage et la préparation par impact (sablage, microbillage, grenaillage...).
- Elle emploie à ce jour 46 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale 2022 – REACH autorisation
- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Mesures de maîtrise des risques (autorisation REACH)	Règlement européen du 18/12/2006, article 56	/	Lettre de suite préfectorale
Protection contre la foudre	Article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 127 du 15 mai 2009	Inspection du 23 novembre 2021	Lettre de suite préfectorale
Classement sous les rubriques 4000	Code de l'environnement du 11/06/2009, article Article L513-1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Décision d'autorisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 56, 66	/	Une observation
Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
Etiquetage	Règlement européen du 18/12/2006, article 65	/	Une observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est au fait de la procédure d'autorisation propre au règlement européen n°1907/2006 (dit REACH), cependant il doit encore fournir quelques documents (portant notamment sur les résultats de l'évaluation de l'exposition des travailleurs) permettant de s'assurer qu'il respecte l'ensemble des conditions d'autorisation.

Par ailleurs, l'exploitant devra faire réaliser les vérifications des installations de protection contre la foudre en bonne et due forme et mettre à jour l'étude des rubriques 4000.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Décision d'autorisation REACH

Référence réglementaire : Règlement (CE) REACH n° 1907/2006 du 18/12/2006, articles 31, 56, 66
Thème(s) : Produits chimiques, utilisation(s) autorisée(s)
Prescription contrôlée : Article 31 9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : [...]b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée Article 55 Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique. Article 56 1. Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf : a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à l'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat. Article 66 1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.
Constats : Cf. partie confidentielle
Observations : L'exploitant mettra à jour sa documentation relative à la description de ses bains, dans laquelle figure encore l'utilisation de bichromate de potassium, substance soumise à autorisation REACH, alors que celle-ci n'est plus utilisée ni stockée dans l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de maîtrise des risques (autorisation REACH)

Référence réglementaire : Règlement (CE) REACH n° 1907/2006 du 18/12/2006, article 56
Thème(s) : Produits chimiques, Respect des conditions de la décision d'autorisation
Prescription contrôlée : 2. Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.
Constats : Par sondage, l'inspection sélectionne au sein de la FDS de <u>la substance trioxyde de chrome</u> le scénario d'exposition suivant : <i>remplissage des bains (scénario travailleurs 6)</i> comportant des conditions et mesures techniques issues du rapport sur la sécurité chimique propre à la décision d'autorisation correspondante : <i>Réduction des émissions atmosphériques</i> Concernant les émissions dans l'air, les opérations mettant en œuvre les produits contenant du chrome VI se font à l'intérieur du bâtiment sous aspiration. L'air aspiré est conduit vers un dévésiculeur DH2100 où de l'eau est envoyée. Les gouttelettes chargées de produit résiduel sont récupérées dans une cuve, dont le contenu est ensuite pompé pour envoi à la STEP. La notice technique du dévésiculeur a été fournie à l'inspection, ainsi qu'une procédure de contrôle et nettoyage (non datée). Cette procédure définit un contrôle à réaliser tous les 6 mois par le service Maintenance. Cette procédure prévoit le remplissage d'une feuille de suivi du contrôle « R23 – Registre contrôle et nettoyage du dévésiculeur », dont le premier et dernier contrôle inscrit date du 16/02/22 (aucun contrôle n'était réalisé auparavant). Le système en place affiche un pouvoir de séparation de 99,9 % des gouttelettes de taille supérieure à 20 µm. L'exploitant indique que le système d'aspiration est continu mais que le dévésiculeur est mis en route seulement quelques fois par an, lorsque les bains CrVI sont utilisés. Lors des périodes de maintenance du dispositif de traitement des émissions atmosphériques, la chaîne est arrêtée. <i>Stockage des produits</i> Les produits sont stockés dans une armoire fermée à clé, laquelle est détenue par le responsable de l'unité aéronautique. L'étage du bas est réservée aux produits cyanurés tandis que les produits à base de chrome VI sont disposés sur l'étagère du haut, sur rétention. Par ailleurs, l'exploitant évite de manière générale de disposer de trop de stock de produits, qui sont préférentiellement stockés chez le fournisseur, Ampère Industrie. En cas de besoin d'un produit, ce fournisseur est engagé à livrer rapidement l'exploitant. <i>Protections individuelles</i> Les salariés disposent de masque à cartouche, d'un vêtement anti-acide, d'une visière/masque, de gants anti-acide adaptés, quand ils opèrent au niveau des bains. <i>Formations aux risques chimiques</i> L'exploitant déclare que chaque salarié est formé pour le poste de travail qu'il occupe. Deux personnes sont notamment affectées aux bains de chrome VI, avec une certaine ancienneté (pas de recours à des intérimaires). Des rappels réguliers sont réalisés, en particulier sur le port du masque, qui doit être serré de façon à assurer une bonne étanchéité. Des audits sécurité des donneurs d'ordre sont par ailleurs réalisés : un contrôle des masques est généralement effectué

dans ce cadre.

Programme de surveillance

D'après l'article 8 de la décision d'autorisation du 18/12/20 accordée au consortium CTASsub pour le trioxyde de chrome, dont relèvent les produits à base de trioxyde de chrome utilisés par l'exploitant, « les utilisateurs en aval mettent à la disposition de l'Agence les informations collectées à partir des programmes de surveillance visés aux paragraphes 2 et 3, y compris les informations contextuelles associées à chaque ensemble de mesures, pour la première fois au plus tard le 18 décembre 2021, pour transmission au titulaire de l'autorisation pour la préparation du rapport de réexamen visé à l'article 61, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1907/2006. Ces informations sont également conservées et mises à disposition par les titulaires d'autorisation et les utilisateurs en aval, sur demande, aux autorités compétentes des États membres où a lieu une utilisation autorisée ».

L'exploitant a pu communiquer à l'inspection le rapport de contrôle dans l'environnement réalisé du 20 au 22/12/2021 par l'APAVE, qui fait état de valeurs en chrome et chrome VI conformes aux valeurs de référence. Les mesures ont bien été réalisées pendant la phase de production.

S'agissant du rapport sur l'exposition des travailleurs, l'exploitant indique que les mesures ont bien été réalisées fin avril 2022, mais que les résultats ne sont pas encore disponibles. Les mesures ont été réalisées pour 6 personnes, incluant les opérateurs travaillant à proximité des baignoires chrome VI ou réalisant des tâches connexes telles que le contrôle des baignoires, les rajouts, la logistique.

Non-conformité : contrairement à la décision d'autorisation du 18/12/20 accordée par la Commission européenne pour encadrer l'utilisation des produits à base de chrome VI, l'exploitant ne disposait pas, au jour de l'inspection, des données relatives à l'exposition des travailleurs.

Rapport annuel sur les émissions et les expositions

D'après l'article 8 de la décision d'autorisation du 18/12/20 accordée au consortium CTASsub pour le trioxyde de chrome, dont relèvent les produits à base d'acide chromique utilisés par l'exploitant, « les utilisateurs en aval mettent à la disposition de l'Agence les informations collectées à partir des programmes de surveillance visés aux paragraphes 2 et 3, y compris les informations contextuelles associées à chaque ensemble de mesures, pour la première fois au plus tard le 18 décembre 2021, pour transmission au titulaire de l'autorisation pour la préparation du rapport de réexamen visé à l'article 61, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1907/2006. Ces informations sont également conservées et mises à disposition par les titulaires d'autorisation et les utilisateurs en aval, sur demande, aux autorités compétentes des États membres où a lieu une utilisation autorisée ».

L'exploitant a mis à disposition de l'ECHA les informations collectées sur les émissions atmosphériques en décembre 2021, avec l'appui de sa fédération professionnelle. En revanche, les données en matière d'exposition des travailleurs sont manquantes, du fait que l'exploitant n'a pas encore reçu les résultats.

MMR en cas de pulvérisation (article 3 de la décision d'autorisation du CTACsub précitée)

Aucune activité de pulvérisation n'est réalisée sur le site. Seule de l'immersion est effectuée.

Observations : Conformément à l'article 8 de la décision d'autorisation du 18/12/20 accordée au consortium CTASsub pour le trioxyde de chrome, dont relèvent les produits à base d'acide chromique utilisés par l'exploitant, l'exploitant fournira à l'ECHA les données relatives à l'exposition de ses travailleurs, lorsque celles-ci seront disponibles, en sus des résultats de surveillance des émissions déjà communiqués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, disponibilité et contenu des fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p> <p>6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise ; 2) identification des dangers ; 3) composition/informations sur les composants ; 4) premiers secours ; 5) mesures de lutte contre l'incendie ; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ; 7) manipulation et stockage ; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ; 13) considérations relatives à l'élimination ; 14) informations relatives au transport ; 15) informations relatives à la réglementation ; 16) autres informations. <p>7. Tout acteur de la chaîne d'approvisionnement qui doit élaborer un rapport sur la sécurité chimique conformément aux articles 14 ou 37 joint les scénarios d'exposition correspondants (y compris les catégories d'usage et d'exposition, le cas échéant) en annexe à la fiche de données de sécurité couvrant les utilisations identifiées et notamment les conditions spécifiques résultant de l'application de l'annexe XI, section 3.</p> <p>Tout utilisateur en aval inclut les scénarios d'exposition correspondants et utilise d'autres informations pertinentes provenant de la fiche de données de sécurité qui lui a été fournie lorsqu'il établit sa propre fiche de données de sécurité pour les utilisations identifiées.</p> <p>8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.</p> <p>9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ; b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée. <p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les fiches de données de sécurité de ses produits contenant du chrome VI, récemment mises à jour avec l'intégration des numéros d'autorisation associés aux usages réalisés de ces produits.</p> <p>Conformément à l'article 31.7 du règlement (CE) n° 1907/2006, l'exploitant a identifié, avec l'aide de sa fédération professionnelle, les scénarios d'exposition correspondant aux usages qu'il fait de ses substances et a pu communiquer cette liste à l'inspection. Il s'est ensuite assuré du respect des conditions de stockage et d'utilisation associées et a notamment réalisé quelques actions de mise en conformité, telles que le remplacement des gants utilisés pour la manipulation des produits.</p>
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 65
Thème(s) : Produits chimiques, étiquetage
Prescription contrôlée : Les titulaires d'une autorisation ainsi que les utilisateurs en aval visés à l'article 56, paragraphe 2, qui mettent la substance dans un mélange mentionnent le numéro de l'autorisation sur l'étiquette avant de mettre la substance ou un mélange contenant la substance sur le marché en vue d'une utilisation autorisée, sans préjudice de la directive 67/548/CEE et du règlement (CE) n° 1272/2008 et ce dès que le numéro de l'autorisation a été rendu public conformément à l'article 64, paragraphe 9.
Constats : Le contenu des étiquettes est conforme à l'article 17.1 du règlement CLP et correspond à la rubrique 2.2 de la fiche de données de sécurité. Contrairement à l'article 65 du règlement (CE) REACH n° 1907/2006, le numéro d'autorisation REACH est toutefois manquant sur l'étiquette du produit ENTHOX 747.
Observations : L'exploitant se rapprochera de son fournisseur pour s'assurer de la présence du numéro d'autorisation sur l'étiquetage des produits contenant du chrome VI, notamment pour les prochaines livraisons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 127 du 15 mai 2009, article 7.2.4

Thème(s) : Protection contre la Foudre

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre est réalisée par un organisme compétent. Cette analyse identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

A compter du 1er janvier 2012

En fonction des résultats de l'analyse des risques foudre, une étude technique est réalisée par un organisme compétent définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée si besoin après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat de l'Union Européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard six mois-après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 623053.

(..) Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. (...)

Constats :

Suite à l'inspection du 23 novembre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre daté du 28 mars 2022 de la société APAVE, pour les deux bâtiments du site.

Ce rapport mentionne que "en l'absence d'étude technique foudre et de notice de vérification et de maintenance fournis par le client, lors de notre visite sur site, notre contrôle ne peut pas statuer sur la conformité des installations de protections foudre comme défini dans l'arrêté du 04/10/2010 modifié. Notre contrôle se limite à l'état de conservation des installations présentées par le client." Autrement dit, il peut être considéré que la vérification complète réglementaire n'a pas été réalisée.

Observations : L'exploitant a indiqué ne pas comprendre la conclusion de ce prestataire qui a d'ailleurs réalisé l'analyse risque foudre le 3 mai 2011. Il devra se rapprocher de ce prestataire afin de s'assurer de la situation. Si l'installation n'est pas en conformité, l'exploitant devra s'assurer de la mise en conformité avant la prochaine visite de l'inspection prévu en septembre 2022.

Type de suites proposées : avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Classement sous les rubriques 4000

Référence réglementaire : Article L513-1 du code l'environnement
Thème(s) : Rubriques 4000
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification. Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat.
Constats : L'exploitant a réalisé une étude de classement des deux sites par chaîne de traitement. Ce dossier du 2 février 2021 a été réalisé en application du guide technique "application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement", modifié en janvier 2022. Le classement de l'établissement vis-à-vis des rubriques 4000 correspond uniquement au classement des chaînes de traitement. En outre, le classement de l'acide nitrique ne tient pas compte de la dernière évolution du règlement CLP.
Observations : Bien que cela se révèle sans incidence sur le classement de l'établissement, l'exploitant doit procéder à la mise à jour de l'étude de classement pour s'assurer que la prise en compte de l'évolution de CLP est sans effet sur le statut SEVESO du site.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale